

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Reaction-de-Cuba-face-a-la-Conclusions-sur-Cuba-de-l-Union-Euroeenne>

# **Reaction de Cuba face à la « Conclusions sur Cuba » de l'Union Européenne.**

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : mardi 26 juin 2007

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

### DECLARATION DU MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES SUR LES CONCLUSIONS DU CONSEIL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'UNION EUROPÉENNE SUR CUBA

[Leer en español](#)

Le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'Union Européenne a pris, le dernier 18 juin, plusieurs décisions concernant Cuba.

Le document, publié par l'Union Européenne sous le titre de « Conclusions sur Cuba », contient une proposition de « dialogue politique intégral et ouvert avec les autorités cubaines... sur les bases de la réciprocité et des intérêts communs ». Le Ministère des Relations Extérieures en a pris bonne note et le considère une rectification nécessaire.

Cependant, le dit document ne fait pas allusion aux dites sanctions que l'Union Européenne a tenté de mettre en oeuvre à l'encontre de Cuba, de façon injuste et irréflichte, en 2003 et que, depuis deux ans, par simple orgueil, a seulement « suspendues ».

Le seul dialogue possible avec Cuba, est celui qui existe entre égaux souverains, sans conditions ni menaces. Si l'Union Européenne souhaite un dialogue avec Cuba, elle devra éliminer définitivement ces sanctions, qui, par ailleurs ont été inapplicables et insoutenables.

Ces « Conclusions » ne font pas non plus allusion à la dite « position commune », adoptée dans la précipitation par les ministres des Finances de l'Union en 1996 sous la pression d'Aznar et sur un brouillon rédigé au Département d'État étasunien.

Après tant d'erreurs et d'échecs, la seule conclusion évidente que l'Union Européenne aurait à en tirer est que la dite « position commune » doit disparaître, car il n'a existé ni existe à ce jour aucune raison qui la soutienne et car elle empêche le déroulement de relations normales, de respect mutuel et au profit des intérêts communs avec notre pays.

Il faut reconnaître qu'un groupe de nations européennes influentes ont fait des efforts importants visant à changer cette situation ridicule. D'autres, tels que la République Tchèque, ont été consacrées en tant que pions états-uniens sur la carte européenne.

D'autre part, les « Conclusions du Conseil » font preuve d'une immixtion calomnieuse dans des affaires intérieures de Cuba, énoncent des jugements et annoncent des actions hypocrites d'ingérence que Cuba juge des offenses inacceptables qu'elle rejette énergiquement.

Nous ne reconnaissons aucune autorité morale à l'Union Européenne qui la rende capable de juger ou de conseiller Cuba.

Si ce que le Conseil qualifie de « nouvelle situation », en se référant à la délégation provisoire des fonctions du Président Fidel Castro au Camarade Raúl Castro, n'est que l'expression du souhait de voir apparaître des contradictions ou des différends entre les leaders de la Révolution et des divisions entre les révolutionnaires cubains, il se trompe encore. La Révolution est plus solide et plus unie que jamais.

Notre pays a mis en péril sa propre existence, a mené une résistance héroïque et a lutté sans cesse pendant plus d'un siècle pour défendre son indépendance. Cuba est un pays indépendant et souverain, et l'Union Européenne se trompe à croire pouvoir la traiter autrement que sur un pied d'égalité.

L'Union Européenne a fait montre d'une subordination persistante et humiliante aux États-Unis qui la rend incapable d'assumer des positions qui répondent aux intérêts de l'Europe et qui la rend complice, même si elle dit le contraire, du blocus criminel et injuste imposé au peuple cubain, et dont ces « Conclusions » n'osent dire un mot. Selon la déclaration du Sommet tenu en avril avec les États-Unis, l'Union Européenne a accédé à mettre Cuba en question et ainsi qu'à sanctionner la légitimité du « Plan Bush ». Ses conciliabules avec des messagers de l'empire sont connus, même avec l'interventionniste nommé par les États-Unis pour Cuba, et fréquemment, ses fonctionnaires participent aux événements anti-cubains organisés à Miami ou en Europe, même si toujours budgétisés à Washington.

L'Union Européenne fait montre d'hypocrisie honteuse quant elle s'adresse à Cuba alors qu'elle reste muette devant les tortures menées par les États-Unis à la base navale de Guantanamo, qui usurpe du territoire cubain, ainsi qu'à Abu Ghraïb, à l'encontre même de ressortissants européens. Elle reste muette devant les enlèvements des personnes réalisés par les services spéciaux étasuniens dans des pays tiers. Elle a prêté son territoire pour assurer les vols secrets de la CIA et pour héberger des prisons illégales. Rien n'a été dit sur les dizaines de personnes portées disparues dans ces circonstances, ni sur les centaines de milliers de civils assassinés en Irak.

Il revient à l'Union Européenne de corriger les erreurs commises à l'égard de Cuba. Tout pas fait dans la bonne direction sera bien accueilli. Mais nous ne sommes pas pressés : Nous avons tout le temps du monde.

La Havane, le 22 juin 2007